

Tribune

NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ PARTOUT !

Pauline Veron, candidate dans la 1ère circonscription de Paris et son suppléant, Guillaume Eustache - Marine Rosset, candidate dans la 2è circonscription de Paris et son suppléant, François Comet - Annick Lepetit, députée de Paris, candidate dans la 3è circonscription de Paris et son suppléant Gauthier Vanthiegem – Fabrice Dassie, candidat dans la 4è circonscription de Paris et son suppléant Benoît Treillard – Seybah Dagoma, députée de Paris et candidate dans la 5e circonscription et son suppléant Pierre Aidenbaum - Nawel Oumer, candidate dans la 6è circonscription et son suppléant Romain Wolf - Patrick Bloche, député de Paris dans la 7è circonscription de Paris et son suppléant, Emmanuel Grégoire - Sandrine Mazetier, députée de Paris dans la 8e circonscription de Paris et sa suppléante Catherine Baratti-Elbaz – Jean-Marie Le Guen, député de Paris, candidat dans la 9e circonscription – Florian Sitbon, candidat dans la 12e circonscription - Isabelle Roy, candidate dans la 13è circonscription et sa suppléante, Colette Régis – Pierre-Alain Weil, candidat dans la 14e circonscription et son suppléant Thomas Lauret - George Pau-Langevin, députée de Paris et candidate dans la 15e circonscription et son suppléant Thomas Chevandier – Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, candidat dans la 16e circonscription de Paris son suppléant François Dagnaud – Colombe Brossel, candidate dans la 17e circonscription - Myriam El Khomri, candidate dans la 18e circonscription de Paris et sa suppléante Corinne Picaut.

Pour nous, candidates et candidats aux législatives du Parti Socialiste, la lutte contre les inégalités sociales fait partie de notre histoire, de notre identité, et, aujourd'hui, en cette journée internationale pour les droits des femmes, nous réaffirmons notre volonté de combattre toutes les formes d'inégalités liées au sexisme. Nous nous inscrivons dans la lignée des progrès de l'égalité femmes-hommes qui ont toujours été portés par la gauche et les associations féministes. Depuis 2012, le droit à l'avortement a été consolidé ; la représentation des femmes en politique a augmenté à tous les niveaux, du gouvernement aux conseils départementaux ; la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a permis d'inciter les pères à prendre un congé parental, de conditionner l'accès aux marchés publics au respect par les entreprises de l'égalité professionnelle, de contraindre les entreprises, les fédérations sportives, les CCI et les Chambres d'Agriculture à renforcer la parité, mais aussi de protéger les mères isolées des impayés de pension alimentaire, ou encore d'étendre à tous les champs de responsabilité le principe de parité. Elle a permis enfin de mieux lutter contre les violences faites aux femmes, grâce au renforcement de l'ordonnance de protection et des infractions relatives au harcèlement. Les lois portées par le ministère du travail (loi Rebsamen, loi « Travail ») ont permis des avancées supplémentaires : en renforçant la parité dans les instances représentatives du personnel, les conseils de prud'hommes, la représentation des salariés dans les conseils d'administration des entreprises ; en inscrivant pour la première fois l'interdiction du sexisme dans le code du travail et en prévoyant des outils pour le combattre ; en protégeant mieux les femmes de retour de maternité contre les licenciements abusifs ; en donnant des armes plus efficaces aux femmes victimes de discriminations et de harcèlement sexuel. Nous sommes conscient-e-s avec les associations pour les droits des femmes qui se réunissent ce mercredi 8 mars à 15h40 (cet horaire de référence choisi par 35 associations de lutte pour les droits des femmes, correspond à l'écart salarial annuel net entre les sexes, ramené à une échelle horaire, cet écart équivaut au tiers d'une journée de travail, comme si les femmes étaient payées seulement jusqu'à 15h40) que le chemin est encore long pour que l'égalité puisse être réelle. L'égalité salariale femmes-hommes doit être une priorité du prochain quinquennat.



Parti socialiste
Fédération de Paris

NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ AU TRAVAIL ET EN POLITIQUE

L'impunité en matière de parité doit être sévèrement condamnée et les entreprises et les partis politiques sanctionnés : c'est à cette seule condition que la parité sera prise au sérieux. Les décideurs publics devront être formés sur les questions de discriminations et d'égalité femmes-hommes.

NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ DANS L'ESPACE PUBLIC

Une brigade de lutttes contre les discriminations qui vérifiera régulièrement les pratiques des structures publiques et privées en matière d'égalité femmes-hommes sera créée. Nous militerons pour que l'égalité femmes-hommes soit prise en compte dans l'ensemble des politiques publiques, de l'aménagement de l'espace public notamment.

NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ À LA MAISON

Nous voulons continuer à faire converger les congés parentaux et contribuer au partage des tâches domestiques et de soins aux enfants et parents âgés ou malades. Nous nous engageons pour un service public de la petite enfance qui puisse prendre en compte les horaires décalés des parents.

Nous voulons la sécurité de toutes et tous.

Nous voulons que les violences faites aux femmes – près de 223 000 femmes en moyenne subissent des violences dans leurs formes les plus graves chaque année (violences physiques ou sexuelles) – soient systématiquement punies. Pour que les agresseurs ne restent pas impunis, nous soutiendrons la généralisation de la formation des agents de police pour accueillir, écouter et accompagner les femmes victimes de violences ainsi que leur famille. Nous nous appuierons sur les associations pour lancer de grandes campagnes de prévention sur ce sujet.

NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ À L'ÉCOLE

A Paris, la Journée internationale des droits des femmes est placée sous le signe de l'éducation à l'égalité entre les femmes et les hommes dès le plus jeune âge. C'est un thème qui nous tient particulièrement à cœur. La ministre de l'éducation nationale a mis en œuvre un plan pour l'égalité filles-garçons à l'école. Nous développerons ces mesures, car nous sommes conscient-e-s qu'enseigner l'égalité filles-garçons dès l'école, c'est prévenir les violences faites aux femmes dans la société, c'est assurer davantage de mixité dans les métiers, c'est offrir un meilleur climat scolaire et donc une plus grande réussite de toutes et tous.

Nous voulons l'égalité partout, et nous la défendrons dans l'Hémicycle dès juin prochain si vous nous accordez votre confiance.



Parti socialiste
Fédération de Paris